

ORDONNANCE N° 2022/001 DU 02 JUIN 2022
modifiant et complétant certaines dispositions de la loi
n° 2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la
République du Cameroun pour l'exercice 2022.

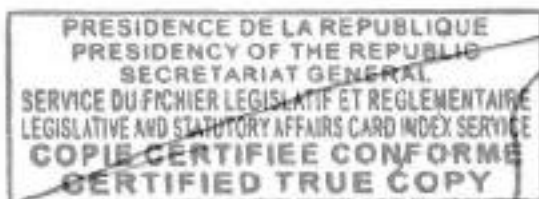
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** la loi n° 2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}.- (1) Est inséré dans la loi n° 2021/026 du 16 décembre 2021 susvisée, après les dispositions de l'article vingt-unième, l'article vingt-unième-bis.

(2) Sont également modifiées et complétées les dispositions des articles trente-quatrième, quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième, cinquante-unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-cinquième, cinquante-huitième, cinquante-neuvième et soixantième de la même loi ainsi qu'il suit :



«PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE
BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

TITRE DEUXIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE TROISIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES RESSOURCES

ARTICLE VINGT-UNIÈME (bis). - Dispositions spécifiques au paiement des tests de dépistage PCR contre la COVID-19

- 1) Les tests de dépistage PCR contre la COVID-19 sont payants ;
- 2) Le tarif fixé pour le paiement des tests de dépistage PCR contre la COVID-19 est de 30 000 FCFA.

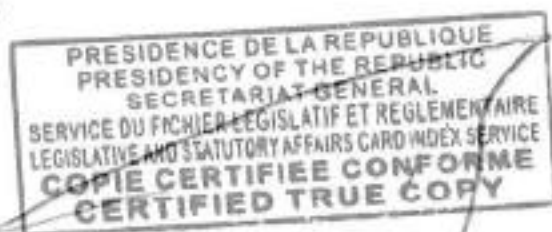
CHAPITRE QUATRIÈME
AFFECTATION DES RECETTES

SECTION I
COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

ARTICLE TRENTE-QUATRIÈME (nouveau).- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds de Solidarité Nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale est fixé à F.CFA cinquante milliards (50 000 000 000) pour l'exercice 2022.

TITRE TROISIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES
CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT

ARTICLE QUARANTE-SEPTIÈME (nouveau).- Le budget de l'État pour l'exercice 2022 s'équilibre en ressources et en emplois à F.CFA6 080 400 000 000 dont F.CFA5 977 700 000 000 au titre du budget général et F.CFA 102 700 000 000 pour les Comptes d'Affectation Spéciale.



CHAPITRE PREMIER **ÉVALUATION DES RESSOURCES**

ARTICLE QUARANTE-HUITIÈME (nouveau).- Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont évalués à **F.CFA 5 977 700 000 000** et se décomposent de la manière suivante, par nature de recettes :

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
	A-RECETTES	3 550 800	4 029 200	214 000	4 243 200
	TITRE I - RECETTES FISCALES	2 818 710	3 188 700	-40 000	3 148 700
711	IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	627 280	734 790		734 790
712	IMPOTS SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS	170 000	167 000		167 000
713	IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	18 300	22 330		22 330
714	IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 545 961	1 754 661		1 754 661
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	396 407	432 419	-40 000	392 419
716	AUTRES TAXES ET IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	12 707	12 000		12 000
719	AUTRES RECETTES FISCALES	48 065	65 500		65 500
	TITRE II - DONS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS	64 790	142 300	0	142 300
741	DONS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	51 601	26 558		26 558
742	DONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ETRANGERES	13 099	115 742		115 742
749	AUTRES DONS ET LEGS				
	TITRE III - CONTISATIONS SOCIALES	60 000	60 000	0	60 000
725	COTISATION DE SECURITE SOCIALE	60 000	60 000		60 000
	TITRE IV - AUTRES RECETTES	607 390	638 200	254 000	892 200
721	REVENUS DE LA PROPRIETE ET DU DOMAINE DE L'ETAT AUTRES QUE LES INTERETS	464 590	466 713	244 000	710 713
722	DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	40 614	14 231	10 000	24 231
723	AMENDES, PENALITES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES	1 415	3 290		3 290
729	AUTRES RECETTES NON FISCALES	39 671	31 638		31 638
752	RESTITUTIONS AU TRESOR DES SOMMES INDUMENT PAYEES		608		608
754	PRODUIT DES CESSION D'IMMOBILISATIONS		10 282		10 282
759	AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES	20 000	90 080		90 080
771	INTERETS DES PRETS		1 040		1 040
772	INTERETS SUR LES DEPÔTS A TERME		5 666		5 666
774	INTERETS SUR LES TITRES DE PLACEMENT		231		231
775	GAINS DE DETENTATION SUR ACTIF FINANCIER	41 100	13 855		13 855
776	GAINS DE CHANGE		253		253
779	AUTRES PRODUITS FINANCIERS		293		293

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
	B - EMPRUNTS	1 544 400	1 635 500	114 000	1 749 500
141	ONBLIGATIONS DU TRESOR	350 000	350 000		350 000
151	EMPRUNTS PROJETS MULTILATERAUX	300 880	244 775		244 775
152	EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS	145 105	85 894		85 894
153	EMPRUNTS PROJETS INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS NON AFFILIES AU CLUB DE PARIS	73 205	43 333		43 333
155	EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS	634 210	372 497		372 497
161	EMPRUNTS PROGRAMMES MULTILATERAUX	230 000	324 000	-56 000	268 000
162	EMPRUNTS PROGRAMMES INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS		45 000		45 000
176	AUTRES EMPRUNTS INITIAUX A L'INTERIEUR- ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	111 000	170 000	170 000	340 000
	TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'ETAT (A+B)	5 395 200	5 664 700	328 000	5 992 700
	C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT	160 000	65 000	-50 000	15 000
	PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	160 000	65 000	-50 000	15 000
	TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT (A+B-C)	5 235 200	5 599 700	378 000	5 977 700

ARTICLE QUARANTE-NEUVIEME (nouveau).- Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA 102 700 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :

(Unité : milliers FCFA)

	LIBELLE DE LA RECETTE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE	7 000 000	13 000 000	0	13 000 000
1	La quote-part des amendes et pénalités collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité	2 000 000	2 000 000		2 000 000
2	La quote-part des dividendes de l'Etat au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité tel que fixée par la loi de finances de l'Etat	0	500 000		500 000
3	La quote-part du produit de la vente d'électricité du barrage hydroélectrique de Mermve/ele	0	2 500 000		2 500 000
4	Les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaire annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaire étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité	5 000 000	5 000 000		5 000 000
5	Reports (solde à reporter)	0	3 000 000		3 000 000
	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
1	Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public	598 000	718 000		718 000
2	Prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées, conformément aux dispositions de la loi régissant l'activité postale	252 000	202 000		202 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

	LIBELLE DE LA RECETTE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
3	Reports (solde à reporter)	150 000	80 000		80 000
					0
	FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE	1 500 000	1 000 000	0	1 000 000
1	Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	837 500	5 000		5 000
2	Redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques	0	700 000		700 000
3	Reports (solde à reporter)	662 500	295 000		295 000
	FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS	25 000 000	25 000 000	0	25 000 000
1	Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	15 000 000	13 000 000		13 000 000
2	Reports (solde à reporter)	10 000 000	12 000 000		12 000 000
	SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE	500 000	500 000	0	500 000
1	Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture	20 000	20 000		20 000
2	Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle	50 000	50 000		50 000
3	Doits d'exploitation des activités liées à la cinématographie	5 000	5 000		5 000
4	Doits d'exploitation du patrimoine culturel	13 000	203 000		203 000
5	Doits issus de l'activités des spectacles	30 000	100 000		100 000
6	Droits d'exploitation des activités du livre et de la lecture	2 000	2 000		2 000
7	Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore	100 000	50 000		50 000
8	Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées	250 000	0		0
9	Reports (solde à reporter)	0	30 000		30 000
10	Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium	30 000	30 000		30 000
	FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT	500 000	700 000	0	700 000
1	Amendes et transactions	50 000	50 000		50 000
2	Redevance de prélèvement des eaux	250 000	270 000		270 000
3	Reports (solde à reporter)	0	150 000		150 000
4	taxe d'assainissement	200 000	230 000		230 000
	FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 200 000	1 500 000	0	1 500 000
1	Dons, legs et aides diverses	1 000	0		0
2	Frais d'accès aux ressources génétiques	0	10 000		10 000
3	Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets	40 000	50 000		50 000
4	Frais de Visas techniques	15 000	50 000		50 000
5	Frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'Etudes aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	0	2 000		2 000
6	Frais d'examen des dossiers de permis environnemental	50 000	50 000		50 000
7	Frais d'examen des rapports d'Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	400 000	500 000		500 000
8	Frais d'examen des termes de références relatifs aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	350 000	400 000		400 000
9	Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement	124 000	318 000		318 000
10	Reports (solde à reporter)	100 000	120 000		120 000
11	Subvention de l'Etat	120 000	0		0

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

LIBELLE DE LA RECETTE		2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
DEVELOPPEMENT FORESTIER		2 000 000	2 500 000	0	2 500 000
1	Autorisations d'ouverture des parcs de rupture	200 000	200 000		200 000
2	Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB)	5 000	5 000		5 000
3	Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB)	30 000	35 000		35 000
4	Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO)	30 000	30 000		30 000
5	Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO)	30 000	40 000		40 000
6	Frais de délivrance de l'attestation de matérialisation des limites	0	5 000		5 000
7	Frais de délivrance du certificat d'origine	0	5 000		5 000
8	Frais de délivrance pour l'attestation de conformité du plan de sondage	0	5 000		5 000
9	Frais de demande d'approbation des plans d'aménagement	0	13 000		13 000
10	Frais de dossier pour l'attribution des agréments	0	12 000		12 000
11	Frais de dossier pour l'attribution des concessions forestières	0	16 000		16 000
12	Frais de dossier pour l'attribution des ventes de coupes	0	30 000		30 000
13	Frais de dossier pour l'exploitation des produits spéciaux	0	15 000		15 000
14	Permis Cites	200 000	200 000		200 000
15	Permis d'exploitation pour les produits spéciaux	5 000	6 000		6 000
16	Quote-part des recettes provenant des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis	0	350 000		350 000
17	Reports (solde à reporter)	0	250 000		250 000
18	Ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000	1 500 000	1 281 000		1 281 000
FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE		500 000	500 000	0	500 000
1	Droits d'affranchissements	200 500	100 000		100 000
2	Droits de licence de "gamefarming" et "game ranching"	5 000	5 000		5 000
3	Droits de permis de petite chasse	7 500	3 000		3 000
4	Droits de permis de recherche à but scientifique	2 000	3 000		3 000
5	Droits de permis et licences de chasse	45 500	9 000		9 000
6	Droits d'entrée dans les aires protégées	25 000	20 000		20 000
7	Frais de dossier d'autorisation de survol à But Scientifique	0	5 000		5 000
8	Frais de dossier pour l'attribution des agréments à une activité d'exploitation de la faune et des aires protégées	0	5 000		5 000
9	Frais de dossier pour l'attribution des zones de chasse	0	5 000		5 000
10	Frais de dossier pour l'attribution et l'Exploitation des Plans de Tir et Plans de Tir Additionnels	0	10 000		10 000
11	Frais de dossier pour l'attribution, le renouvellement ou le transfert d'un titre d'exploitation de la Faune ou des aires protégées	0	5 000		5 000
12	Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Cinématographique	0	5 000		5 000
13	Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Scientifique	0	5 000		5 000
14	Frais d'examen des Plans de Sondage des Inventaires Fauniques des ZIC, ZICGC et Game-Farming	0	5 000		5 000
15	Frais d'examen des Rapports d'Inventaires des Inventaires Fauniques des Zic, ZICGC et Game-Farming	0	25 000		25 000
16	Frais d'Exploitation des Infrastructures et Equipements dans les Aires Protégées et Jardins Zoologiques	0	5 000		5 000
17	Frais pour demande d'Examen des Plans de Gestion des ZIC, ZICGC et Game-Farming, Jardin Zoologiques Privés	0	5 000		5 000
18	Les Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur des Produits Fauniques	0	5 000		5 000
19	Les certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur des Produits Fauniques	0	5 000		5 000

	LIBELLE DE LA RECETTE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
20	Produit des amendes, transaction, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis	80 000	45 000		45 000
21	Report (solde à reporter)	0	117 000		117 000
22	Ressources de la vente des documents sécurisés de Transport des produits Fauniques	0	30 000		30 000
23	Subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale	15 000	0		0
24	Taxe d'abattage	109 500	70 000		70 000
25	Taxe d'exploitation	10 000	8 000		8 000
					0
	PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT	5 600 000	6 000 000	0	6 000 000
1	Actes de « camerounisation »	21 250	0		0
2	Agréments aux professions de transporteur routier et d'auxiliaire des transports routiers	7 088	51 500		51 500
3	Agréments aux professions de transporteurs maritime et para-maritime	46 000	0		0
4	Autorisations provisoires	4 500	0		0
5	Cartes de circulation	18 000	0		0
6	Cartes de transport public routier (cartes bleues)	576 000	650 000		650 000
7	Cartes d'identité des marins	30 475	3 500		3 500
8	Certificats de capacité	19 125	3 500		3 500
9	Certificats de capacité	39 250	30 000		30 000
10	Certificats de jauge	2 250	0		0
11	Certificats de radiation	6 750	0		0
12	Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)	3 222 881	3 000 000		3 000 000
13	Inscriptions provisoires	4 250	0		0
14	Licences de transport	66 375	75 000		75 000
15	Livrets professionnels maritimes	3 769	550		550
16	Permis de conduire national et international	637 725	1 200 000		1 200 000
17	Permis de navigation	15 750	0		0
18	Report (solde à reporter)	0	985 950		985 950
19	Rôles d'équipage	12 562	0		0
20	Visites de sécurité	66 000	0		0
	SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000
1	Amendes et transactions	145 000	100 000		100 000
2	Concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés	5 000	0		0
3	Dons et legs de toute origine	10 000	0		0
4	Location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères	160 000	350 000		350 000
5	Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes	5 000	0		0
6	Quote-part du produit de la taxe de séjour	500 000	500 000		500 000
7	Redevance liée aux pancartes	50 000	20 000		20 000
8	Redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissement hôteliers	25 000	15 000		15 000
9	Report (solde à reporter)	0	16 000		16 000
10	Subvention de l'Etat	100 000	0		0
					0
	FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	200 000 000	100 000 000	-50 000 000	50 000 000
1	Fonds de concours				
	Union Européenne (UE)	25 000 000			

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité : milliers FCFA)

	LIBELLE DE LA RECETTE	2021	2022 VOTE	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
	Banque Mondiale (BM)		35 000 000		35 000 000
	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC)	15 000 000			
2	Versements du budget général	160 000 000	65 000 000	-50 000 000	15 000 000
	TOTAL DES RECETTES DES CAS	245 200 000	162 700 000	-50 000 000	102 700 000

CHAPITRE DEUXIÈME

ÉVALUATION DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT

ARTICLE CINQUANTIÈME (nouveau).- Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA 5 977 700 000 000** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(Unité : milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2022	AJUSTEMENT 2022	MODIFIE 2022
DEPENSES COURANTES		4 120 700 000	438 000 000	4 558 700 000
Titre 1	Les Charges Financières de la Dette	1 391 300 000	85 000 000	1 476 300 000
16	Emprunts	897 700 000	85 000 000	982 700 000
162	Emprunts projets initiaux auprès des États	166 000 000	0	166 000 000
165	Emprunts projets initiaux auprès des Organismes	100 000 000	0	100 000 000
166	Emprunts projets initiaux auprès des Administrations Publiques	86 300 000	0	86 300 000
167	Emprunts projets initiaux auprès des Institutions Financières et Entreprises Privées	543 400 000	85 000 000	628 400 000
16	Remboursements	254 000 000	0	254 000 000
161	Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette extérieure multilatérale	145 000 000	0	145 000 000
162	Les remboursements d'emprunts et autres créances de la dette extérieure bilatérale	109 000 000	0	109 000 000
67	Charges Financières de la Dette	239 600 000	0	239 600 000
671	Intérêts et Frais Financiers sur la Dette	239 600 000	0	239 600 000
Titre 2	Les Dépenses de Personnel	1 138 491 012	49 470 000	1 187 961 012
66	Charges de personnel	1 138 491 012	49 470 000	1 187 961 012
661	Traitements bruts du personnel sous statut particulier de la fonction publique	1 075 285 713	49 470 000	1 124 755 713
663	Traitement brut du personnel à solde globale	6 115 742	0	6 115 742
665	Primes, gratifications et autres indemnités hors solde	1 201 658	0	1 201 658
666	Rémunérations du personnel hors solde	15 132 726	0	15 132 726
669	Autres dépenses de personnel	40 755 174	0	40 755 174
Titre 3	Les Dépenses de Biens et Services	858 596 475	-39 690 222	818 906 253
60	Achats de Biens	210 318 305	-8 062 051	202 256 254
601	Matières, matériels et fournitures	80 695 084	-4 478 606	76 216 478
605	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	66 706 796	-2 758 603	63 948 193

CODE	LIBELLE	VOTE 2022	AJUSTEMENT 2022	MODIFIE 2022
606	Matériel et fournitures spécifiques	62 914 426	-824 942	62 089 484
61	Achat de Services	188 411 166	-9 077 024	179 334 143
611	Frais de transport et de mission	58 614 054	-3 621 067	54 992 987
612	Loyer	16 546 265	-39 953	16 506 312
613	Honoraires et études	1 756 503	-63 736	1 692 765
614	Entretien et maintenance	28 140 112	-1 619 644	26 520 468
615	Assurances	2 382 125	-224 145	2 157 980
617	Frais de relations publiques-communication	59 931 630	-1 780 643	58 150 986
618	Frais de formation du personnel	20 048 500	-1 725 734	18 322 766
619	Autres acquisitions de services	991 978	-1 500	990 478
62	Autres Services (Remboursement des recettes Encaissées)	86 000 000	-247 956	85 752 044
624	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	84 000 000	0	84 000 000
625	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 000 000	-247 956	1 752 044
69	Dépenses Courantes à Ventiler	373 857 004	-22 213 191	351 643 812
690	Dépenses Courantes à Ventiler	373 857 004	-22 213 191	351 643 812
Titre 4	Les Dépenses de Transferts	730 257 933	343 384 941	1 073 642 874
63	Subventions	6 085 517	0	6 085 517
632	Subventions d'équipement	1 550 000	0	1 550 000
639	Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires	4 535 517	0	4 535 517
64	Transferts	724 172 416	343 384 941	1 067 557 357
641	Transferts courants aux autres unités administratives	257 230 048	-16 416 803	240 813 245
642	Contributions aux organisations internationales	18 885 132	0	18 885 132
645	Transferts pour prestations sociales	370 475 140	359 845 291	730 320 437
646	Intérêts et Commissions	9 989 529	-13 640	9 955 890
647	Contributions aux organisations inter - Etats	66 631 807	0	66 631 807
649	Autres transferts	980 754	-29 907	950 847
Titre 6	Autres Dépenses	2 064 580	-254 720	1 809 860
66	Charges Exceptionnelles	2 064 580	-254 720	1 809 860
659	Frais de contentieux	2 064 580	-254 720	1 809 860
DEPENSES EN CAPITAL		1 479 000 000	-60 000 000	1 419 000 000
Titre 3	Les Dépenses de Biens et Services	181 614 462	-3 824 087	177 790 375
61	Achat de Services	181 614 462	-3 824 087	177 790 375
613	Honoraires et études	181 614 462	-3 824 087	177 790 375
Titre 4	Les Dépenses de Transferts	34 133 163	-2 582 000	31 451 163
63	Subventions	476 500	-80 000	396 500
633	Subventions aux sociétés privées agro-industrielles	50 000	0	50 000
634	Subventions aux sociétés privées agro-industrielles	99 500	-30 000	69 500

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2022	AJUSTEMENT 2022	MODIFIE 2022
638	Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires	327 000	-50 000	277 000
64	Transferts	33 656 663	-2 602 000	31 054 663
641	Transferts courants aux autres unités administratives	18 398 172	-2 512 000	15 886 172
642	Contributions aux organisations internationales	1 462 424	0	1 462 424
643	Soutien des prix de biens de première nécessité	370 000	-40 000	330 000
645	Soutien des prix de biens de première nécessité	13 228 067	0	13 228 067
646	Intérêts et Commissions	200 000	-50 000	150 000
Titre 5	Les Dépenses d'Investissement	1 263 252 375	-53 493 913	1 209 758 462
21	Immobilisations incorporelles	24 019 486	-550 000	23 469 486
211	Frais de recherche et de développement	23 785 120	-550 000	23 236 120
212	Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur	178 366	0	178 366
219	Autres immobilisations incorporelles	55 000	0	55 000
22	Immobilisations Non Produites	31 972 688	-1 766 000	30 206 688
221	Terrains	31 972 688	-1 766 000	30 206 688
23	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles	892 817 936	-28 390 598	864 427 338
231	Bâtiments administratifs à usage de bureau	86 316 054	-6 505 421	79 810 633
232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)	10 937 264	-500 000	10 437 264
233	Bâtiments administratifs à usage technique	84 049 219	-820 000	83 229 219
234	Ouvrages	114 867 562	-2 260 000	112 607 562
235	Infrastructures	596 647 837	-18 505 177	578 142 660
24	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier	286 820 992	-7 787 315	279 033 677
241	Mobilier et matériel de logement et de bureau	236 584 747	-1 946 500	234 638 247
242	Matériel Informatique de bureau	6 302 111	-1 014 315	5 287 796
243	Matériel de transport	7 538 970	-3 000 500	4 538 470
244	Matériel et outillage techniques	28 275 464	-1 756 000	26 519 464
245	Objets de valeur-Collections-œuvre d'art	6 060 200	-70 000	5 990 200
246	Cheptel	14 500	0	14 500
248	Matériel et mobilier en cours	45 000	0	45 000
25	Equipements Militaires	2 621 273	0	2 621 273
252	Ouvrages et infrastructures militaires	2 621 273	0	2 621 273
26	Prises de Participation, Créances Rattachées et Cautionnement	25 000 000	-15 000 000	10 000 000
262	Prises de participation à l'extérieur	25 000 000	-15 000 000	10 000 000
TOTAL DES DEPENSES		5 598 700 000	378 000 000	5 977 700 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

ARTICLE CINQUANTE-UNIÈME (nouveau).- Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2022 sont évaluées à **FCFA 102 700 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	2022	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
DEPENSES COURANTES		125 217 842	-50 000 000	75 217 842
Titre 2	Les Dépenses de Personnel	25 000	0	25 000
66	Charges de personnel	25 000	0	25 000
666	Rémunérations du personnel hors solde	25 000		25 000
Titre 3	Les Dépenses de Biens et Services	123 552 413	-50 000 000	73 552 413
60	Achats de Biens	8 311 262	0	8 311 262
601	Matières, matériels et fournitures	1 077 241		1 077 241
605	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	701 546		701 546
606	Matériel et fournitures spécifiques	6 532 475		6 532 475
61	Achat de Services	15 198 651	0	15 198 651
611	Frais de transport et de mission	1 610 276		1 610 276
612	Loyer	33 000		33 000
613	Honoraires et études	10 373 118		10 373 118
614	Entretien et maintenance	61 900		61 900
617	Frais de relations publiques-communication	1 031 590		1 031 590
618	Frais de formation du personnel	2 083 267		2 083 267
619	Autres acquisitions de services	5 500		5 500
69	Dépenses Courantes à Ventiler	100 042 500	-50 000 000	50 042 500
690	Dépenses Courantes à Ventiler	100 042 500	-50 000 000	100 042 500
Titre 4	Les Dépenses de Transfert	1 640 429	0	1 640 429
63	Subventions	750 000	0	750 000
632	Subventions d'équipement	720 000		720 000
639	Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires	30 000		30 000
64	Transferts	890 429	0	890 429
641	Transferts courants aux autres unités administratives	481 000		481 000
646	Intérêts et Commissions	409 429		409 429
DEPENSES EN CAPITAL		27 482 158	0	27 482 158
Titre 5	Les Dépenses d'Investissement	27 482 158	0	27 482 158
21	Immobilisations incorporelles	471 600	0	471 600
212	Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur	471 600		471 600

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	2022	AJUSTEMENT	2022 MODIFIE
22	Immobilisations Non Produites	192 000	0	192 000
221	Terrains	192 000		192 000
23	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles	2 900 240		2 900 240
231	Bâiments administratifs à usage de bureau	2 068 992		2 068 992
233	Bâiments administratifs à usage technique	265 000		265 000
234	Ouvrages	265 000		265 000
235	Infrastructures	261 249		261 249
24	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier	23 918 318	0	23 918 318
241	Mobilier et matériel de logement et de bureau	16 261 134		16 261 134
242	Matériel Informatique de bureau	646 437		646 437
243	Matériel de transport	308 500		308 500
244	Matériel et outillage techniques	6 704 247		6 704 247
TOTAL DEPENSES DES CAS		152 700 000	-50 000 000	102 700 000

CHAPITRE TROISIÈME **ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE**

ARTICLE CINQUANTE-DEUXIÈME (nouveau).- Pour l'exercice 2022, l'équilibre du budget de l'État qui résulte de l'évaluation des recettes et de la fixation des plafonds des dépenses présentées aux articles quarante-huitième, quarante-neuvième, cinquantième et cinquante-unième ci-dessus est fixé aux montants suivants :

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
I. BUDGET GENERAL			
RECETTES INTERNES	4 223,2	DEPENSES COURANTES	3 235,0
Recettes fiscales brutes	3 048,7	Intérêts et commissions bruts	239,6
dont remboursement des crédits TVA	84,0	Allègement intérêts dette extérieure	0,0
Recettes fiscales nettes	2 964,7	Dépenses de personnel	1 174,3
Recettes pétrolières	806,0	Biens et services	810,9
Recettes non fiscales	226,2	Transferts courants	1 013,2
Total Recettes internes nettes	3 996,9	Dont subventions versées aux CAS	0,0
DONS	142,3	DEPENSES EN CAPITAL	1 419,0
Dons programmes	109,0	Financements extérieur	779,8
Dons projets	33,3	Ressources propres	615,3
RECETTES EXCEPTIONNELLES	0,0	Participation/Restructuration	24,0
Recettes de privatisations		AUTRES DEPENSES	-20,0
Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité national pour la lutte contre le Coronavirus	15,0	Prêts nets	-20,0
RECETTES NETTES BUDGET GENERAL	4 124,2	DEPENSES BUDGET GENERAL	4 637,0
II - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
Comptes d'affectation spéciale	67,7	Comptes d'affectation spéciale	102,7
<i>Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale</i>	15,0	<i>Dont Fonds spéciale de solidarité pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économique et sociale</i>	50,0
<i>Fonds de concours Covid-19 (Dons)</i>	0,0	<i>Fonds de concours Covid-19</i>	35,0
<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>	52,7	<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>	52,7
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT	4 191,9	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT	4 739,7
III - SOLDES			
	Montant	% du PIB	
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	-567,8	-2,1	
SOLDE GLOBAL	-547,8	-2,0	
SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC	-697,1	-3,3	

CHAPITRE QUATRIÈME

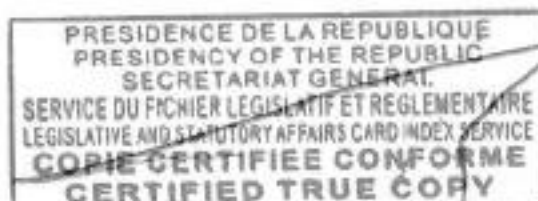
FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATIONS

ARTICLE CINQUANTE-TROISIÈME (nouveau).- Pour l'exercice 2022, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards de FCFA)

BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE	MONTANT	RESSOURCES DE FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE	MONTANT
Déficit budgétaire global	547,8	Prêts projets	746,5
Amortissement Dette structurée (hors correspondants)	1060,7	Emission des Titres publics	350,0
Dette extérieure	520,0	Appuis Budgétaires	313,0
Dette intérieure	540,7	Financement bancaire	154,0
Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA	146,0	<i>Compte séquestre TVA</i>	84,0
Remboursement des crédits TVA	84	Financements exceptionnels	105,0
Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants	30,0	<i>Tirage spécial DTS</i>	70,0
		<i>Fonds de concours COVID-19 BM</i>	35,0
		Autres emprunts	200,0
TOTAL	1 868,5	TOTAL	1 868,5

ARTICLE CINQUANTE-CINQUIÈME (nouveau).- Au cours de l'exercice 2022, le Gouvernement est habilité à recourir à des émissions des titres publics, notamment les obligations du Trésor, ainsi qu'à des emprunts bancaires intérieurs pour des besoins de financement des projets de développement, pour un montant maximum de F.CFA 550 milliards.



DEUXIÈME PARTIE
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITRE DEUXIÈME
CRÉDITS OUVERTS

CHAPITRE PREMIER
CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

ARTICLE CINQUANTE-HUITIÈME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit :

(En milliers de FCFA)

(En milliers de FCFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 01 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					46 292 000	44 602 474	46 292 000	44 602 474
1	168	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	19 476 886	19 194 974	19 476 886	19 194 974
2	169	PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE	Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	7 020 150	6 896 843	7 020 150	6 896 843
3	170	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHÉS	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux global de réalisation des activités budgétisées	18 794 964	18 510 657	18 794 964	18 510 657
CHAPITRE : 02 - SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE					6 650 000	6 450 897	6 650 000	6 450 897
4	171	FORMULATION ET COORDINATION DE L' ACTION PRÉSIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	922 706	888 521	922 706	888 521
5	172	PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE	Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	5 727 294	5 562 376	5 727 294	5 562 376
CHAPITRE : 03 - ASSEMBLEE NATIONALE					28 182 000	28 182 000	28 182 000	28 182 000
6	174	RENFORCEMENT DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Contribuer à l'efficacité des politiques publiques	Taux de contrôle du programme d'investissement prioritaire du Gouvernement	9 700 000	9 700 000	9 700 000	9 700 000
7	175	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	Renforcer le cadre législatif national	Taux de contribution de l'AN au renforcement du cadre législatif national	18 482 000	18 482 000	18 482 000	18 482 000
CHAPITRE : 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE					19 121 336	18 309 817	19 199 000	18 383 495

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
8	010	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Veiller à la réalisation effective d'au moins 70% de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	Taux de réalisation de la tranche annuelle des programmes et projets stratégiques gouvernementaux	2 521 521	2 376 152	2 521 521	2 376 152
8	011	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES INTERNES ET RATTACHÉS AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	Satisfaire au moins 70% des responsables des services internes et rattachés	Degré de satisfaction annuel des responsables des services internes et rattachés aux SPM	16 599 815	15 933 865	16 677 479	16 007 343
CHAPITRE : 05 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL					3 231 000	3 231 000	1 591 000	1 591 000
10	095	CONSEIL DE L'EXECUTIF EN MATIERE ECONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET ENVIRONNEMENTALE	Renforcer la participation des différentes catégories socioprofessionnelles à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques	Nombre d'avis émis par le CES	50 000	50 000	50 000	50 000
11	096	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du CES	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	3 181 000	3 181 000	1 541 000	1 541 000
CHAPITRE : 06 - MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES					34 888 000	33 149 337	34 888 000	33 149 337
12	087	RENFORCEMENT DU POTENTIEL DES RELATIONS BILATERALES	capitaliser au bénéfice du Cameroun les retombées qu'offrent les relations bilatérales en vue de son émergence diplomatique	1. Nombre des instruments juridiques de coopération bilatérale non finalisés 2. Nombre des instruments juridiques de coopération bilatérale signés ou ratifiés 3. Nombre de partenaires mobilisés et de projets initiés ou réalisés	18 576 408	15 986 407	18 576 408	15 986 407
13	088	NEGOCIATION, COORDINATION ET SUIVI DE LA COOPERATION MULTILATERALE, DECENTRALISEE, NON GOUVERNEMENTALE ET DES PROGRAMMES SUBSEQUENTS	Diversifier et accroître les opportunités de la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale pour le développement du Cameroun	1. Nombre d'accords, projets, programmes et mécanismes obtenus et mis en œuvre grâce à la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale 2. Nombre de projets et programmes obtenus et /ou mis en œuvre par le MINREX au profit du Cameroun dans le cadre de la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale	3 344 046	3 210 097	3 344 046	3 210 097

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
N°	CODE	LIBELLE						
14	089	GESTION DE LA DIASPORA, DES MIGRANTS ET DES CRISES NOUVELLES	Accroître la participation des Camerounais à l'étranger au développement du Cameroun et contribuer à la gestion des crises nouvelles	1. Nombre de migrants retournés et réinsérés 2. Nombre annuel de projets et/ou d'initiatives des Camerounais à l'étranger accompagnés 3. Nombre de mécanismes effectifs de gestion des questions migratoires auxquels le Cameroun est partie	5 080 398	4 945 752	5 080 398	4 945 752
15	090	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINREX	Taux de réalisation des activités budgétisées	9 887 147	9 007 171	9 887 147	9 007 171
CHAPITRE : 07 - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					37 952 000	36 602 450	37 952 000	36 592 450
16	161	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Accroître la représentativité de l'administration du territoire	Proportion des rapports des tournées effectuées transmises par les autorités administratives au cours de l'année	11 038 862	11 019 037	11 038 862	11 019 037
17	162	CONTRIBUTION A LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS	Assurer le respect de la réglementation en matière des libertés individuelles et collectives	1. Proportion des organisations de la société civile de contrôlées par an 2. Nombre de rapports élaborés sur la situation sécuritaire	6 869 738	6 778 868	6 869 738	6 778 868
18	163	DEVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	Renforcer la résilience face aux risques, aux catastrophes et leurs effets	Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC)	7 240 238	7 159 268	7 240 238	7 159 268
19	164	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	12 803 162	11 645 257	12 803 162	11 635 257
CHAPITRE : 08 - MINISTERE DE LA JUSTICE					64 974 000	64 484 346	64 974 000	64 484 346
20	090	AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE	Améliorer la qualité et l'accès équitable du service public de la Justice	Délai moyen de traitement des affaires	31 869 194	31 726 258	31 869 194	31 726 258

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
21	051	AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE	Améliorer les conditions de détention et la promotion de la réinsertion sociale des détenus	1. Taux d'occupation des places dans les prisons 2. Proportion des détenus formés à la réinsertion	22 372 037	22 144 852	22 372 037	22 144 852
22	052	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR JUSTICE	Assurer annuellement l'efficacité et l'efficience des services pour la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère de la Justice	Taux de réalisation des activités budgétaires au sein du Ministère de la Justice	10 732 769	10 613 236	10 732 769	10 613 236
CHAPITRE : 09 - COUR SUPREME					3 192 239	2 834 489	4 566 000	4 208 250
23	114	CONTROLE DE LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS	Renforcer le contrôle et le jugement des comptes publics	Taux de contrôle juridictionnel effectué	897 216	788 158	897 216	788 158
24	115	GESTION DES CONTENTIEUX JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS	Améliorer le rendement de la Cour Suprême en matière Judiciaire et Administrative	Taux de décisions rendues en matière judiciaire et administrative	429 130	387 880	429 130	387 880
25	188	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COUR SUPREME	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Cour Suprême	1 865 893	1 658 450	3 239 654	3 032 212
CHAPITRE : 10 - MINISTERE DES MARCHES PUBLICS					14 322 000	13 673 050	14 322 000	13 673 050
26	027	AMELIORATION DE L'ADMINISTRATION DES MARCHES PUBLICS	Assurer le bon fonctionnement du système des marchés publics	1. Proportion des marchés programmés exécutés 2. Proportion des marchés publics passés dans un délai inférieur à 5 mois 3. Proportion des marchés passés suivant la procédure de gré à gré 4. Proportion des femmes membres des Commissions de passation des marchés 5. Proportion des produits locaux dans les marchés réceptionnés	1 968 760	1 912 510	1 968 760	1 912 510

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
27	028	RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES	Intensifier les contrôles externes des marchés des approvisionnements et des services	Proportion des marchés d'approvisionnements et des services contrôlés	1 918 700	1 818 440	1 918 700	1 818 440
28	029	RENFORCEMENT DU CONTROLE EXTERNE DES MARCHES DES INFRASTRUCTURES	Intensifier les contrôles externes des marchés des infrastructures	Proportion des marchés des infrastructures contrôlés	1 510 299	1 410 204	1 510 299	1 410 204
29	030	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHES PUBLICS	Améliorer la performance des services	Taux de réalisation des activités budgétisées	8 924 241	8 531 896	8 924 241	8 531 896
CHAPITRE : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT					4 302 000	4 309 000	5 702 000	5 709 000
30	067	RENFORCEMENT DE LA PREVISION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE	Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques	Nombre d'Administrations publiques et autres entités de l'Etat ayant internalisé les normes du contrôle interne et les mesures de prévention des atteintes à la fortune publique	880 000	887 000	880 000	887 000
31	076	CONTROLES, AUDITS ET SANCTIONS	Sanctionner les gestionnaires indisciplinés, Réparer les préjudices subis par l'Etat, Suivre l'application des sanctions prises par le CDBF	1. Nombre d'entités contrôlées et auditées 2. Nombre de session du CDBF tenue 3. Nombre de missions de suivi déployées	1 754 000	1 754 000	1 754 000	1 754 000
32	077	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CONSUPE	Taux de réalisation des activités budgétisées	1 668 000	1 668 000	3 068 000	3 068 000
CHAPITRE : 12 - DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE					89 144 000	88 141 792	89 144 000	88 141 792
33	062	CONSOLIDATION DE LA SECURITE PUBLIQUE	Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens	Taux de couverture sécuritaire du territoire national	7 039 719	6 988 511	7 039 719	6 988 511
34	063	RENFORCEMENT DE LA SECURITE FRONTALIERE	Accroître la sécurité des frontières	Proportion d'actes criminels et d'infractions transfrontalières maîtrisés Proportion d'immigrés pris en situation irrégulière	3 452 785	3 452 785	3 452 785	3 452 785
35	064	REDYNAMISATION DU SYSTEME DE RENSEIGNEMENT	Mettre à la disposition des autorités, des renseignements pour la prise de décisions	Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites	6 081 261	6 081 261	6 081 261	6 081 261
36	065	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA DGSN	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN	72 570 235	71 619 235	72 570 235	71 619 235

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
47	103	ALPHABÉTISATION	Accroître le pourcentage de la population alphabétisée	Pourcentage de la population alphabétisée	2 604 533	4 430 533	2 604 533	4 430 533
48	104	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EDUCATION DE BASE	Assurer la mise en œuvre efficace des programmes opérationnels	Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels	34 326 254	34 326 254	34 326 254	34 326 254
CHAPITRE : 16 - MINISTÈRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE					23 376 000	22 968 925	23 376 000	22 968 925
49	007	DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE	Accroître la pratique saine, méthodique et encadrée des Activités Physiques et Sportives (APS)	Nombre de pratiquants par an	4 472 461	4 425 586	4 472 461	4 425 586
50	008	DÉVELOPPEMENT DU SPORT	Améliorer le rayonnement international du Cameroun par le Sport et la gouvernance du mouvement sportif national	Nombre de fédérations sportives éligibles aux compétitions internationales	12 232 941	12 171 141	12 232 941	12 171 141
51	009	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORT ET ÉDUCATION PHYSIQUE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINSEP	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère	6 670 598	6 372 198	6 670 598	6 372 198
CHAPITRE : 17 - MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION					4 348 000	4 160 000	4 348 000	4 160 000
52	013	Accroissement de l'accès des populations aux contenus médiatiques	Accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias publics et à capitaux privés	Taux de couverture des populations	970 000	970 000	970 000	970 000
53	097	Développement d'une communication multisectorielle axée sur la performance sociétale	contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et leur accès aux services sociaux de base dans l'optique de la réduction de la pauvreté et du sous-emploi.	nombre de personnes ou groupes de personnes sensibilisés, mobilisés, et engagés en faveur des actions de développement	1 102 500	1 102 500	1 102 500	1 102 500
54	160	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur de la communication	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Communication	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Communication	2 275 500	2 087 500	2 275 500	2 087 500
CHAPITRE : 18 - MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					62 784 000	60 575 325	63 934 000	61 725 325

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GÉNÉRAL
 SERVICE DU FICHIER LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIÉE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
55	116	DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	10 025 560	8 829 735	10 025 560	8 829 735
56	117	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES	Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer	1. Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master 2. Taux d'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi une formation professionnelle dans les filières des établissements facultaires classiques 3. Nombre d'étudiants pour une place assise	8 026 593	7 774 743	8 026 593	7 774 743
57	118	DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRE	Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence	Nombre de résultats de la recherche universitaire exploités dans les secteurs prioritaires définis dans la stratégie de développement par an.	17 480 078	17 433 528	18 610 078	18 583 528
58	119	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans l'Enseignement Supérieur	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINESUP	27 271 769	26 537 319	27 271 769	26 537 319
CHAPITRE : 19 - MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION					10 875 000	11 256 000	10 875 000	11 256 000
59	136	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et innovation	Taux de mise en œuvre du plan d'action ministériel	5 933 858	6 314 858	5 933 858	6 314 858
60	193	DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION	Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation	Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés	4 941 142	4 941 142	4 941 142	4 941 142
CHAPITRE : 20 - MINISTERE DES FINANCES					62 691 000	59 627 709	62 691 000	59 627 709
61	031	MOBILISATION DES RECETTES INTERNES NON PETROLIERES	Améliorer le recouvrement des recettes non pétrolières et le climat des affaires	Taux de recouvrement des recettes fiscales internes	12 650 000	11 724 009	12 650 000	11 724 009

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
62	032	GOUVERNANCE DOUANIÈRE, PROTECTION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION À LA SÉCURITÉ NATIONALE	Faciliter le commerce extérieur et contribuer à la sécurité nationale	1. Taux d'interception des marchandises stratégiques en circulation au Cameroun 2. Taux de mobilisation des recettes douanières 3. Taux de dématérialisation des procédures douanières	8 180 850	8 018 250	8 180 850	8 018 250
63	033	GESTION DU TRÉSOR PUBLIC ET SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER	Améliorer l'efficacité du Trésor Public et optimiser le financement de l'économie	1. Durée moyenne de paiement des dépenses après leur prise en charge par les services du Trésor 2. Part des crédits à l'économie dans le PIB	12 410 200	12 010 519	12 410 200	12 010 519
64	034	GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT	Assurer la préparation adéquate des Projets de Loi de Finances et l'exécution efficace des budgets des Entités Publiques	1. Durée moyenne de traitement des dossiers de dépenses 2. Niveau de respect des rendez-vous budgétaires	10 973 854	10 288 914	10 973 854	10 288 914
65	092	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	18 476 096	17 585 016	18 476 096	17 585 016
CHAPITRE : 21 - MINISTÈRE DU COMMERCE					7 958 000	7 592 775	7 958 000	7 592 775
66	016	APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation	Proportion des produits camerounais mis en marché à l'étranger	359 642	342 035	359 642	342 035
67	021	RÉGULATION DU MARCHÉ INTÉRIEUR	Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	Indice de régulation de l'approvisionnement du marché intérieur	3 107 158	2 797 053	3 107 158	2 797 053
68	025	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	Améliorer le cadre et les conditions de travail	Taux d'efficacité des programmes	3 997 341	3 966 726	3 997 341	3 966 726

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
69	152	PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Garantir l'exacte mesure dans la commercialisation	Indice de promotion de la métrologie, de la veille normative et du juste prix	493 859	486 959	493 859	486 959
CHAPITRE : 22 - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					59 813 000	56 996 250	59 813 000	56 996 250
70	019	RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION STRATEGIQUE ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	Planifier et assurer un développement harmonieux, équilibré et durable de l'ensemble du territoire national	1. Proportion des outils stratégiques à jour et animés à la SNO3D 2. Taux des activités budgétisées alignées sur les cadres d'interventions stratégiques	42 622 746	41 148 236	42 622 746	41 148 236
71	022	APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Contribuer à la transformation structurelle en vue de l'accélération de la croissance économique	1. Taux d'exécution physique du BIP. 2. Proportion des projets du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) inscrits dans le budget de l'Etat	7 868 691	7 394 028	7 868 691	7 394 028
72	023	RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE	Améliorer l'apport de partenariats économiques technique et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun	Ratio annuel des financements extérieurs mobilisés conformément aux termes et conditions fixés par la loi de finances	3 043 095	2 872 235	3 043 095	2 872 235
73	024	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINEPAT	6 278 468	5 580 751	6 278 468	5 580 751
CHAPITRE : 23 - MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS					6 985 000	6 751 981	6 985 000	6 751 981
74	014	Promotion du tourisme et des loisirs	Attirer les visiteurs internationaux et internes	Nombre de visiteurs internationaux	1 352 663	1 281 216	1 352 663	1 281 216
75	150	Diversification et renforcement de l'offre du tourisme et des loisirs	Accroître l'offre des produits et services touristiques et de loisirs	Valeur ajoutée du secteur du tourisme et des loisirs au PIB	3 135 829	3 170 317	3 135 829	3 170 317
76	151	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur tourisme et loisirs	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	2 496 508	2 300 448	2 496 508	2 300 448
CHAPITRE : 25 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES					83 591 637	122 717 637	84 078 637	123 202 637
77	105	RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition du primaire au secondaire (donc celui des filles et des garçons)	83 591 637	122 717 637	84 078 637	123 202 637

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
78	106	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages au Ministère des Enseignements Secondaires	Taux d'achèvement des premiers et second cycle	229 323 000	229 323 000	229 323 000	229 323 000
79	107	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC	29 163 363	29 163 363	29 163 363	29 163 363
80	112	INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Accroître les compétences professionnelles des apprenants du secondaire technique et professionnel	Pourcentage des apprenants par sexe, dans les filières porteuses	57 704 000	57 704 000	57 704 000	57 704 000
CHAPITRE : 26 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE					23 702 000	23 811 000	23 702 000	23 811 000
81	144	EDUCATION CIVIQUE ET VOLONTARIAT	Inculquer les valeurs civiques, morales et éthiques aux populations	1. Nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC 2. Proportion de la population ayant acquis des comportements civiques	6 269 652	6 378 652	6 269 652	6 378 652
82	145	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	Accroître l'insertion économique des jeunes encadrés dans les structures du MINJEC	Taux d'insertion économique des jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC	10 223 348	10 223 348	10 223 348	10 223 348
83	146	INTEGRATION NATIONALE ET PARTICIPATION CITOYENNE	Renforcer les valeurs républicaines au sein des populations	1. Nombre de personnes formées sur les valeurs républicaines (vivre ensemble et participation au développement) 2. Proportion des populations ayant des compétences républicaines	3 332 254	3 332 254	3 332 254	3 332 254
84	147	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère de la jeunesse et de l'éducation civique	3 876 746	3 876 746	3 876 746	3 876 746

(en milliers de FCFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 27 - MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL					52 120 187	61 079 537	52 120 187	61 079 537
85	098	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINDEVEL	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINDEVEL	4 241 754	3 381 384	4 241 754	3 381 384
86	099	APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	Renforcer l'autonomie administrative et financière des CTD	1. Nombre de communes dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an 2. Nombre de régions dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an 3. Proportion des CTD ayant opérationnalisé au moins 50% des services prévus par l'organigramme	3 196 601	3 229 821	3 196 601	3 229 821
87	100	PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	Promouvoir la contribution des CTD à la croissance économique et le développement local	Taux d'exécution physico-financière des projets d'investissement des CTD,	44 681 832	44 468 332	44 681 832	44 468 332
CHAPITRE : 28 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE					6 573 000	6 167 100	6 573 000	6 167 100
88	002	CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE	Réduire la vulnérabilité des activités de développement des populations aux effets néfastes des changements climatiques, de la désertification et la sécheresse	1. Niveau d'adaptation et de résilience des secteurs de développement aux changements climatiques 2. Taux des terres restaurées dans la zone d'intervention prioritaire n°1	2 561 500	2 469 700	2 561 500	2 469 700
89	069	BIODIVERSITE	Améliorer la conservation, la restauration, la valorisation et l'utilisation durable de la biodiversité et le partage équitable des avantages issus de l'exploitation des ressources génétiques	Evolution de l'état de la biodiversité	711 000	689 950	711 000	689 950

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
90	091	DEVELOPPEMENT DURABLE	Promouvoir la prise en compte du développement durable dans les programmes et projets au Cameroun	1. Nombre des programmes et projets de développement intégrant les questions environnementales dans leurs élaborations et leurs mises en œuvre ; 2. Nombre d'initiatives de développement promouvant la prise en compte des aspects environnementaux encadrés par le MINEPDED	661 000	548 150	661 000	548 150
91	093	POLLUTIONS, NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES	Réduire les pollutions et nuisances environnementales	1. Quantité de déchets et produits chimiques gérés de manière écologiquement rationnelle (Déchets non dangereux solides) 2. Quantité de déchets et produits chimiques gérés de manière écologiquement rationnelle (Déchets dangereux solides) 3. Quantité de déchets et produits chimiques gérés de manière écologiquement rationnelle (Déchets dangereux liquides) 4. Quantité de déchets et produits chimiques gérés de manière écologiquement rationnelle (Déchets non dangereux liquides) 5. Quantité de déchets et produits chimiques gérés de manière écologiquement rationnelle (Produits chimiques) 6. Pourcentage d'installations inspectées conformes	918 000	877 800	918 000	877 800
92	094	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes techniques du sous-secteur Environnement, à la Protection de la nature et au Développement Durable	Taux de réalisation des activités budgétisées du MINEPDED	1 721 500	1 581 500	1 721 500	1 581 500
CHAPITRE : 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE					7 846 000	7 472 250	7 846 000	7 472 250

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
93	035	AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINERALES	Développer le secteur des mines et carrières	Nombre d'unités d'exploitation de substances minérales promues	2 261 651	2 272 476	2 261 651	2 272 476
94	036	DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	1. Indice de la production industrielle. 2. Taux d'accroissement des nouvelles installations industrielles	775 700	738 275	775 700	738 275
95	037	MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale	Indice de développement de l'infrastructure qualité (tous les 2 ou 3 ans)	1 138 400	1 119 890	1 138 400	1 119 890
96	038	DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Accroître le nombre de technologies valorisées	1. Nombre de technologies développées ou valorisées 2. Nombre d'actifs de propriété industrielle protégée	767 000	744 800	767 000	744 800
97	039	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMDT (cet indicateur doit être harmonisé pour tous les ministères)	2 903 249	2 596 809	2 903 249	2 596 809
CHAPITRE : 30 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL					88 642 251	86 323 151	88 642 251	86 323 151
98	184	PRODUCTIVITE ET PRODUCTION DES FILIERES AGRICOLES	Accroître la production annuelle des principales filières végétales	Taux d'évolution des productions agricoles	27 813 550	25 927 870	27 813 550	25 927 870
99	185	RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	Améliorer la résilience des systèmes de production	1. Proportion des exploitations agricoles sous les techniques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique 2. Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire	13 687 500	14 184 500	13 687 500	14 184 500
100	186	AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INFRASTRUCTUREL ET DE L'ACCES AUX FACTEURS DE PRODUCTION ET AUX MARCHES	Améliorer l'accès aux infrastructures de production et équipements agricoles en milieu rural	1. Taux de mécanisation agricole 2. Volume annuel de crédits agricoles accordés aux producteurs (en milliards F CFA)	37 380 851	37 237 851	37 380 851	37 237 851

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
101	187	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	Assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	9 760 350	8 972 930	9 760 350	8 972 930
CHAPITRE : 31 - MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES					45 532 266	44 888 216	45 532 266	44 888 216
102	053	Développement des productions et des Industries Animales	Assurer l'accroissement de la production des produits d'origine animale	Taux d'accroissement de la production en équivalent viande des produits et denrées d'origine animale	26 476 394	26 285 789	26 476 394	26 285 789
103	055	Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	Protéger le cheptel des maladies animales et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origine animale et halieutiques	Proportion des foyers des maladies (animales et zoonotiques) assainies par rapport au nombre de foyers notifiés et confirmés	7 693 330	7 577 660	7 693 330	7 577 660
104	057	Développement des productions halieutiques	Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques	Taux d'accroissement des quantités de produits halieutiques produits	5 774 741	5 716 295	5 774 741	5 716 295
105	059	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Elevage, Pêches et Industries Animales	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	5 587 801	5 308 471	5 587 801	5 308 471
CHAPITRE : 32 - MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE					254 963 000	249 208 750	246 963 000	243 198 750
106	016	OFFRE D'ENERGIE	Disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour la population et les activités économiques	1. Puissance disponible (MW) 2. Facteur de charge (%) 3. Quantité d'énergie disponible pour la consommation finale (en tonne équivalent pétrole Tep)	145 668 418	145 468 418	139 668 418	139 468 418
107	137	ACCES A L'ENERGIE	Accroître l'accès à l'énergie pour les ménages et les industries	1. Taux d'accès à l'électricité (%) 2. Taux de couverture des prévisions de consommation nationale des produits pétroliers (%)	43 123 134	42 433 134	43 123 134	42 423 134

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
108	138	ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide	1. Taux de desserte en eau (en %) 2. Taux de desserte en infrastructure d'assainissement autonome amélioré 3. Volume d'eau mobilisé (m3/j)	50 128 448	49 243 448	50 128 448	49 243 448
109	139	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	16 043 000	12 063 750	14 043 000	12 063 750
CHAPITRE : 33 - MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE					16 508 000	16 217 395	16 508 000	16 217 395
110	054	Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	Assurer la gestion durable des forêts	1. Superficie de forêts permanentes et des forêts à gestion participative 2. Ressources générées par la gestion durable des forêts	3 447 325	3 330 306	3 447 325	3 330 306
111	056	Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des Aires protégées	Assurer la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées	1. Nombre d'aires protégées sous aménagement 2. Ressources générées par la gestion de la faune et des aires protégées	3 700 307	3 593 530	3 700 307	3 593 530
112	058	Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses.	1. Volume de bois débités légal mis sur le marché 2. Quantité de bois énergie et produits forestiers non ligneux légaux mis sur le marché 3. Nombre d'emplois directs des filières bois et des produits forestiers non ligneux	2 020 700	2 127 580	2 020 700	2 127 580
113	060	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêts et faune	Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs au développement du sous-secteur	Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités	7 339 688	7 165 979	7 339 688	7 165 979
CHAPITRE : 35 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					21 013 600	21 109 600	21 445 600	21 541 600

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIEE
N°	CODE	LIBELLE						
114	120	PROMOTION DE L'EMPLOI DÉCENT ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE	Promouvoir l'emploi décent à travers l'élargissement et la valorisation des opportunités de création d'emplois dans l'économie	1. Nombre d'emplois créés dans le secteur moderne de l'économie 2. Part des emplois créés à travers les initiatives de promotion de l'emploi mises en œuvre par le MINEFOP	2 561 600	2 471 600	2 561 600	2 471 600
115	121	DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	Développer les compétences des personnes en quête de qualification professionnelle ou de recyclage en adéquation avec les besoins de l'économie	1. Nombre de personnes disposant d'un titre professionnel par an 2. Taux d'insertion des sortants selon le genre à l'année (n-1)	11 578 761	11 578 761	11 578 761	11 578 761
116	122	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	6 873 239	7 059 239	7 305 239	7 491 239
CHAPITRE : 35 - MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS					592 663 000	580 607 513	527 065 000	516 609 513
117	125	CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Développer et moderniser les infrastructures routières et de franchissement	1. Densité du réseau routier bitumé pour 1000habitants 2. % des grands projets de construction des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	371 489 508	364 635 691	339 791 928	332 938 111
118	126	REHABILITATION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Restaurer et Améliorer le réseau bitumé et en terre	1. Linéaire du réseau bitumé réhabilité 2. % du réseau routier en bon état 3. % des grands projets de réhabilitation entretien des autres infrastructures respectant l'itinéraire technique	203 899 776	203 406 386	172 099 356	171 605 966
119	127	RÉALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES	Améliorer la qualité des études en vue d'optimiser le coût et la qualité des travaux d'infrastructures	1. % des études réalisées dans les délais et respectant l'itinéraire technique 2. % des études réalisées avec moins de 10% d'avenants	3 365 667	1 599 667	2 965 667	1 599 667
120	128	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Rationaliser et harmoniser les interventions en vue de réaliser les résultats escomptés	Taux de réalisation des activités budgétaires	13 908 049	10 965 769	12 208 049	10 465 769

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 37 - MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES					19 043 000	18 868 300	19 043 000	18 868 300
121	025	MODERNISATION DU CADASTRE	Disposer d'un cadastre numérique apte à répondre aux défis de la gouvernance foncière moderne	Proportion de communes disposant d'un plan cadastral numérique.	2 709 728	2 792 133	2 709 728	2 792 133
122	061	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	Améliorer la gestion du Patrimoine de l'Etat	1. proportion de bâtiments administratifs réhabilités. 2. Proportion du patrimoine de l'Etat intégrée dans la solution informatique	10 506 600	10 506 705	10 506 600	10 500 705
123	066	PROTECTION ET VALORISATION DES DOMAINES	Disposer des réserves foncières en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social	1. Proportion d'hectares de terrain sécurisés et incorporés dans le domaine privé de l'Etat 2. Proportion de Départements pour laquelle les Domaines sont maîtrisés et sécurisés ;	1 153 700	1 147 955	1 153 700	1 147 955
124	068	OPTIMISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la gestion des affaires foncières	1. Délais moyen d'obtention d'un titre foncier et titre de propriété par type de procédure; 2. Taux d'accroissement des recettes issues des services des affaires foncières	1 014 300	1 001 175	1 014 300	1 001 175
125	075	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des Programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF	3 658 672	3 426 332	3 658 672	3 426 332
CHAPITRE : 38 - MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN					118 989 625	105 674 231	118 989 525	105 674 231
126	108	DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	Améliorer l'accès à l'habitat décent	Proportion de ménages vivant dans un habitat décent	23 708 038	22 756 092	23 708 038	22 756 092

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
127	109	AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL URBAIN	Oter le sous-secteur urbain et les CTD d'outils ou instruments appropriés de gestion urbaine. Promouvoir l'inclusion sociale en milieu urbain	1. Proportion de municipalités dont le pilotage s'appuie sur des outils appropriés de gouvernance urbaine 2. Proportion de la population insérée à travers les mécanismes d'inclusion	2 015 076	1 697 012	2 015 076	1 697 012
128	111	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET DE MOBILITÉ DURABLE	Améliorer les conditions de mobilité dans les villes	Linéaire de voirie réalisée	88 184 333	74 655 727	88 184 333	74 655 727
129	113	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre optimale des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées des programmes	7 082 078	6 565 401	7 082 078	6 565 401
CHAPITRE : 39 - MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT					11 208 900	9 794 034	11 033 298	9 794 034
130	043	PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT	Accroître le nombre de PMEESA viables	1. proportion des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans créées 2. taux d'accroissement des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans accompagnées	3 564 264	3 377 202	3 564 264	3 377 202
131	044	TRANSFORMATION ET MODERNISATION DES UNITES DE PRODUCTION	Accroître la transformation et la modernisation des PMEESA	1. Taux d'accroissement de la production des PMEESA transformées et/ou modernisées 2. proportion des PMEESA transformées et /ou modernisées	2 216 698	2 084 598	2 216 698	2 084 598
132	167	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTÈRE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	5 427 938	4 332 234	5 252 330	4 332 234
CHAPITRE : 40 - MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE					208 340 000	210 342 000	207 240 000	209 242 000

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
133	045	PREVENTION DE LA MALADIE	Réduire la mortalité prématurée due aux maladies évitables par la prévention	1. Pourcentage de Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA) distribuées parmi celles planifiées 2. Pourcentage de femme enceinte infectées par le VIH et sous TARV 3. Couverture vaccinale au RR1 4.	50 746 992	50 746 992	50 746 992	50 746 992
134	046	PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION	Amener la population à adopter des comportements sains et favorables à la santé	1. Taux de malnutrition chronique chez les moins de 5 ans 2. Proportion des Districts de Santé (DS) mettant en œuvre l'ATPC	3 384 110	3 384 110	3 384 110	3 384 110
135	047	RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE	Accroître les capacités institutionnelles des structures sanitaires, à assurer un accès durable et équitable des populations aux soins et services de santé de qualité	1. Taux de personne couvertes par un mécanisme de protection sociale en santé 2. Proportion de districts disposant des structures sanitaires répondant aux besoins de la population en matière de santé	33 352 360	33 352 360	32 252 360	32 252 360
136	048	PRISE EN CHARGE DES CAS	Réduire la mortalité globale et la létalité dans les formations sanitaires et dans la communauté	1. Taux de mortalité maternelle 2. Pourcentage des PVVIH mis sous traitement 3. Taux de mortalité infantile	59 470 833	59 470 833	59 470 833	59 470 833
137	049	GOUVERNANCE ET PILOTAGE STRATEGIQUE DU SYSTEME DE SANTE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées dans les programmes budgétaires	61 385 705	63 387 705	61 385 705	63 387 705
CHAPITRE : 41 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE					6 842 000	6 906 000	6 842 000	6 906 000
138	017	PROMOTION DE LA SECURITE SOCIALE POUR LE GRAND NOMBRE	Améliorer la couverture de sécurité sociale au Cameroun	Proportion de la population active occupée couverte pour au moins trois (03) risques	1 012 000	1 012 000	1 012 000	1 012 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
139	018	RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DU TRAVAIL	Promouvoir le respect des droits et obligations des parties prenantes au Travail	1. Proportion des travailleurs dont les entreprises appliquent les principes du travail décent 2. Proportion des entreprises appliquant les principes du travail décent	2 573 218	2 573 218	2 573 218	2 573 218
140	169	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Améliorer la Coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS	3 256 782	3 320 782	3 256 782	3 320 782
CHAPITRE : 42 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES					13 304 000	13 496 000	13 304 000	13 496 000
141	070	PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE	Garantir des prestations de protection de l'enfant de manière inclusive et adéquate	pourcentage d'enfants bénéficiant des prestations sociales	2 531 200	2 723 200	2 531 200	2 723 200
142	071	PROTECTION SOCIALE DES GROUPES A VULNERABILITES SPECIFIQUES ET SOLIDARITE NATIONALE	Accroître l'offre des services de protection sociale aux groupes et communautés en fonction de leurs vulnérabilités spécifiques, en particulier dans les zones les plus défavorisées.	Taux d'accès des PSV aux services sociaux de bases (par types de zone et selon le genre)	6 774 420	6 774 420	6 774 420	6 774 420
143	179	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINAS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS	3 996 380	3 996 380	3 996 380	3 996 380
CHAPITRE : 43 - MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA ET DE LA FAMILLE					8 486 000	8 536 000	8 486 000	8 536 000
144	140	AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES	Renforcer le pouvoir économique des femmes	1. Taux d'activité des femmes 2. Proportion de femmes soutenues par le MINPROFF	2 232 903	2 232 903	2 232 903	2 232 903
145	141	PROMOTION SOCIALE DE LA FEMME ET DU GENRE	Améliorer le statut et la situation de la femme	1. Proportion de femmes victimes de discriminations 2. Taux de prévalence des Violences Basées sur le Genre 3. Taux de représentativité des femmes aux postes de responsabilité	1 023 500	1 023 500	1 023 500	1 023 500

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
146	142	DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT	Renforcer le rôle social de la famille et la protection des droits de l'enfant.	1. Nombre d'enfants enregistrés à l'état civil avec l'accompagnement du MINPROFF 2. Proportion des cas de violence réglés sur les cas signalés 3. Proportion de couples n'ayant pas divorcé sur les couples en instance de divorce	1 917 889	1 917 889	1 917 889	1 917 889
147	143	APPUI INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE	Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles	Taux de réalisation des activités budgétisées	3 311 708	3 361 708	3 311 708	3 361 708
CHAPITRE : 46 - MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS					16 162 000	15 410 835	16 162 000	15 410 835
148	129	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	Accroître l'accès au réseau postal national.	Proportion des points de contacts postaux ayant une connexion internet.	1 320 613	1 309 288	1 320 613	1 309 288
149	130	DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	Accroître l'accessibilité du numérique et promouvoir son usage.	Indice de Développement des TIC (IDI)	11 225 429	10 714 104	11 225 429	10 714 104
150	131	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	3 173 508	3 040 968	3 173 508	3 040 968
151	132	SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	Garantir la sécurité du cyberspace national.	Indice global de cyber sécurité.	442 450	346 475	442 450	346 475
CHAPITRE : 46 - MINISTERE DES TRANSPORTS					82 547 000	82 101 050	82 547 000	82 101 050
152	153	DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	Améliorer l'offre et les services des transports routiers	Taux de réduction du nombre d'accident.	1 940 500	2 091 750	1 940 500	2 091 750
153	154	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT AERIEN ET REGULATION DE L'AVIATION CIVILE	Améliorer l'offre de service aérien, la sécurité et la sûreté de l'aviation civile.	1. Taux d'évolution du trafic fret 2. Taux d'évolution du trafic passager	1 473 000	1 462 350	1 473 000	1 462 350
154	155	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES	Accroître l'offre des services des transports maritimes, fluviaux, lacustres et des activités portuaires.	1. Délais de passage portuaire 2. Taux d'évolution du volume trafic fret	72 524 000	72 518 750	72 524 000	72 518 750

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
155	156	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE	Améliorer l'offre et les services du transport ferroviaire.	1. Taux d'évolution du trafic fret 2. Taux d'évolution du trafic passager	2 921 500	2 918 350	2 921 500	2 918 350
156	157	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES SYSTEMES DE COLLECTE, DE PRODUCTION ET DE VULGARISATION DES INFORMATIONS METEOROLOGIQUES	Améliorer la production et la vulgarisation des informations météorologiques	1. Taux de production des bulletins météorologiques 2. Taux de Stations météorologiques mises aux normes de l'OMM	616 516	609 106	616 516	609 106
157	158	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR DES TRANSPORTS	Assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINT.	Taux d'exécution du plan d'action du MINT	3 071 484	2 500 744	3 071 484	2 500 744
CHAPITRE : 48 - COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION					3 467 000	3 303 000	3 467 000	3 303 000
158	082	DESARMEMENT DES COMBATTANTS ET DEMOBILISATION	Accroître la reddition des combattants du Boko Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	Nombre de combattants ayant déposé volontairement les armes intégrés chaque année dans les centres régionaux	625 700	625 700	625 700	625 700
159	083	REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS	Améliorer la conversion holistique (sociale, économique, culturelle, religieuse, etc.) et la réinsertion des ex-combattants	Nombre d'ex-combattants autonomisés	720 000	720 000	720 000	720 000
160	180	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CNDOR	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CNDOR	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CNDOR	2 121 300	1 957 300	2 121 300	1 957 300
CHAPITRE : 49 - CONSEIL CONSTITUTIONNEL					4 202 000	4 202 000	3 744 000	3 744 000
161	074	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CCC	4 202 000	4 202 000	3 744 000	3 744 000
CHAPITRE : 50 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE					13 913 000	13 701 050	13 913 000	13 701 050
162	040	AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT	Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat	Proportion d'administrations disposant des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat	7 119 678	7 040 343	7 119 678	7 040 343
163	041	MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS	Contribuer à accroître la performance des services publics	Proportion de services publics dotés d'outils et projets de réforme	2 204 334	2 609 484	2 204 334	2 609 484
164	042	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFOPRA	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINFOPRA	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINFOPRA	4 588 988	4 051 223	4 588 988	4 051 223
CHAPITRE : 51 - ELECTIONS CAMEROON					11 753 000	11 753 000	12 183 000	12 183 000

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
165	081	ORGANISATION, GESTION ET SUPERVISION DU SYSTÈME ÉLECTORAL ET RÉFÉRENDIAIRE AU CAMEROUN	Renforcer la crédibilité des scrutins et le consensus entre les acteurs du processus électoral	1. Taux de contestation du processus électoral (pré et post électoral) 2. Taux d'inscription sur les listes électorales 3. Taux de participation aux scrutins 4. Proportion des acteurs qui adhèrent au code de bonne conduite 5. Proportion des acteurs qui participent aux concertations	4 894 000	4 894 000	4 894 000	4 894 000
166	183	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE ELECAM	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes opérationnels	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de Elections Cameroon	6 859 000	6 859 000	7 289 000	7 289 000
CHAPITRE : 62 - COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN					3 246 000	3 246 000	3 246 000	3 246 000
167	084	PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	Renforcer la culture des Droits de l'homme au Cameroun et réduire les violations	1. Nombre de sollicitations adressées à la CDHC 2. Indice de perception des Droits de l'homme par les populations camerounaises (enquête auprès des ménages)	266 342	266 342	266 342	266 342
168	085	PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	Lutter contre l'impunité et favoriser l'accès des victimes à une réparation	1. Nombre d'allégations de violation des Droits de l'homme adressées à la CDHC et proportion de celles qui ont effectivement été traitées (élucidées ou classées) 2. Nombre de bénéficiaires d'un accompagnement dans le cadre du traitement des allégations de violation des Droits de l'homme	264 042	264 042	264 042	264 042

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
169	084	PRÉVENTION DE LA TORTURE	Éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants dans les lieux de privation de liberté au Cameroun	1. Nombre de visites effectuées dans les lieux de privation de liberté par le Mécanisme National de Prévention de la torture 2. Nombre d'acteurs des lieux de privations formés	215 473	215 473	215 473	215 473
170	190	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DHL	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	2 500 142	2 500 142	2 500 142	2 500 142
CHAPITRE : 53 - SENAT					15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
171	178	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU SENAT	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	15 162 000	15 162 000	15 162 000	15 162 000
CHAPITRE : 54 - COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME					2 980 000	2 980 000	2 980 000	2 980 000
172	076	PROMOTION, SUIVI ET EVALUATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES LANGUES OFFICIELLES	Améliorer la pratique des deux langues officielles dans les entités publiques	Taux de pratique des langues officielles dans les entités publiques	234 400	234 400	234 400	234 400
173	079	PROTECTION ET PROMOTION DU MULTICULTURALISME ET DU VIVRE ENSEMBLE	Renforcer l'interculturalité entre les communautés	Nombre des communes sensibilisées sur le vivre ensemble	208 100	208 100	208 100	208 100
174	181	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA CNPBM	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CNPBM	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la CNPBM	2 537 500	2 437 500	2 537 500	2 437 500
CHAPITRE : 55 - PENSIONS					244 200 000	244 200 000	244 200 000	244 200 000
175	200	PENSIONS	Assurer le paiement des allocations de retraite	Taux de paiement	244 200 000	244 200 000	244 200 000	244 200 000
CHAPITRE : 56 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE					677 000 000	677 000 000	677 000 000	677 000 000
176	199	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs	Taux de paiement	677 000 000	677 000 000	677 000 000	677 000 000
CHAPITRE : 57 - DETTE PUBLIQUE INTERIEURE					798 300 000	883 300 000	798 300 000	883 300 000
177	203	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents	Taux de paiement	798 300 000	883 300 000	798 300 000	883 300 000
CHAPITRE : 60 - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS					265 463 000	625 463 000	265 463 000	625 463 000
178	202	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics	Taux de réalisation des contributions attendu	265 463 000	625 463 000	265 463 000	625 463 000
CHAPITRE : 65 - DEPENSES COMMUNES					400 406 000	360 597 935	400 406 000	360 597 935
179	201	DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT	Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement	Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement	400 406 000	360 597 935	400 406 000	360 597 935
CHAPITRE : 92 - PARTICIPATIONS					25 000 000	10 000 000	25 000 000	10 000 000

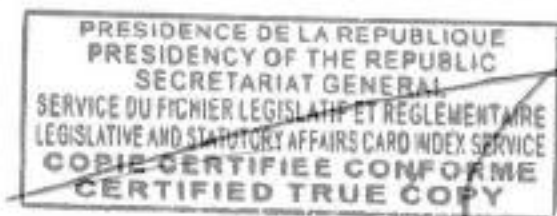
(En milliers de FCFA)

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTE	AE MODIFIEE	CP VOTE	CP MODIFIE
N°	CODE	LIBELLE						
180	198	PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES	Couvrir les prises de participation de l'Etat	Taux de couverture des participations attendues de l'Etat	25 000 000	10 000 000	25 000 000	10 000 000
CHAPITRE : 93 - REHABILITATION/RESTRUCTURATION					10 000 000	9 000 000	10 000 000	9 000 000
181	196	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat	Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées	10 000 000	9 000 000	10 000 000	9 000 000
CHAPITRE : 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS					95 382 742	92 722 742	95 382 742	92 722 742
182	195	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement	Taux de couverture des charges non réparties en investissement	95 382 742	92 722 742	95 382 742	92 722 742
CHAPITRE : 95 - REPORT					7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
183	197	PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS	Gérer efficacement les crédits reportés	taux de couverture des reports	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
TOTAL 2022					6 670 983 626	6 045 137 010	6 695 700 000	6 977 700 000

ARTICLE CINQUANTE-NEUVIÈME (nouveau). - Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit. –

(En millions de FCFA)

CHAPITRE		BF			BIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTE MENT	BUDGET MODIFIE
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	37 792	-690	37 102	7 500	0	7 500	45 292	-690	44 602
2	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	5 550	-199	5 351	1 100	0	1 100	6 650	-199	6 451
3	ASSEMBLEE NATIONALE	18 482	0	18 482	9 700	0	9 700	28 182	0	28 182
4	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	13 699	-695	13 003	5 300	-120	5 380	19 199	-815	18 383
5	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	1 091	0	1 091	500	0	500	1 591	0	1 591
6	MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	31 788	-1 497	30 291	3 100	-242	2 858	34 888	-1 739	33 149
7	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE	35 002	-395	34 607	2 930	-964	1 965	37 932	-1 360	36 592
8	MINISTERE DE LA JUSTICE	59 474	-490	58 984	5 300	0	5 300	64 974	-490	64 484
9	COUR SUPREME	3 066	-358	2 708	1 500	0	1 500	4 566	-358	4 208
10	MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	13 222	-462	12 760	1 100	-187	913	14 322	-649	13 673
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	4 052	7	4 059	1 650	0	1 650	5 702	7	5 709
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	86 644	-951	85 693	2 500	-51	2 449	89 144	-1 002	88 142



CHAPITRE		BF			BIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
13	MINISTERE DE LA DEFENSE	252 844	969	253 813	7 000	-595	6 405	259 844	374	260 218
14	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	4 385	-179	4 206	1 237	-300	937	5 622	-479	5 143
15	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	208 435	1 826	210 261	35 599	0	35 599	244 034	1 826	245 860
16	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	21 976	-407	21 569	1 400	0	1 400	23 376	-407	22 969
17	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	3 548	62	3 610	800	-250	550	4 348	-188	4 160
18	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	56 934	-717	56 217	7 000	-1 492	5 508	63 934	-2 209	61 725
19	MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	9 125	491	9 616	1 750	-110	1 640	10 875	381	11 256
20	MINISTERE DES FINANCES	55 491	-2 112	53 379	7 200	-951	6 249	62 691	-3 063	59 628
21	MINISTERE DU COMMERCE	6 728	-35	6 693	1 230	-330	900	7 958	-365	7 593
22	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	19 693	-1 008	18 685	40 120	-1 810	38 310	59 813	-2 818	56 995
23	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	3 825	-153	3 672	3 160	-80	3 080	6 985	-233	6 752
25	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	389 967	39 126	429 093	10 300	0	10 300	400 267	39 126	439 393
26	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	15 352	109	15 461	8 350	0	8 350	23 702	109	23 811
27	MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	5 765	-383	5 382	46 355	-658	45 698	52 120	-1 041	51 080
28	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	3 783	-216	3 567	2 790	-190	2 600	6 573	-406	6 167
29	MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	5 896	-324	5 572	1 950	-50	1 900	7 846	-374	7 472
30	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	24 071	-171	23 900	64 571	-2 148	62 423	88 642	-2 319	86 323

CHAPITRE		BF			RIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
31	MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	16 019	-336	15 683	29 513	-308	29 205	45 532	-644	44 888
32	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	5 413	-249	5 164	241 550	-3 515	238 035	246 963	-3 764	243 199
33	MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	10 328	-291	10 037	6 180	0	6 180	16 508	-291	16 217
35	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	15 099	186	15 285	6 347	-90	6 257	21 446	96	21 542
36	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	58 637	-1 000	57 637	468 428	-9 455	458 973	527 065	-10 455	516 610
37	MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	17 043	45	17 088	2 000	-220	1 780	19 043	-175	18 868
38	MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	11 996	-267	11 729	106 994	-13 048	93 946	118 990	-13 315	105 674
39	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	7 657	-643	6 994	3 396	-596	2 800	11 033	-1 239	9 794
40	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	117 923	2 002	119 925	89 317	0	89 317	207 240	2 002	209 242
41	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	6 242	64	6 306	600	0	600	6 842	64	6 906
42	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	8 444	192	8 636	4 860	0	4 860	13 304	192	13 496
43	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	7 266	50	7 316	1 220	0	1 220	8 486	50	8 536
45	MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	5 162	-62	5 100	11 000	-690	10 310	16 162	-751	15 411
46	MINISTERE DES TRANSPORTS	5 547	-60	5 487	77 000	-386	76 614	82 547	-446	82 101
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	1 967	0	1 967	1 500	-164	1 336	3 467	-164	3 303
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	3 244	0	3 244	500	0	500	3 744	0	3 744
50	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	9 263	28	9 291	4 650	-240	4 410	13 913	-212	13 701

(En millions de FCFA)

CHAPITRE		BF			BIP			TOTAL		
		BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
51	ELECTIONS CAMEROON	11 583	0	11 583	600	0	600	12 183	0	12 183
52	COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN	2 496	0	2 496	750	0	750	3 246	0	3 246
53	SENAT	11 962	0	11 962	3 200	0	3 200	15 162	0	15 162
54	COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	2 380	0	2 380	600	-100	500	2 980	-100	2 880
95	REPORT	2 000	2 000	4 000	5 000	-2 000	3 000	7 000	0	7 000
CHAPITRES ORGANISMES		1 735 331	32 898	1 768 139	1 348 617	-41 340	1 307 277	3 083 948	-8 532	3 075 416
55	PENSIONS	244 200	0	244 200	0	0	0	244 200	0	244 200
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	265 463	360 000	625 463	0	0	0	265 463	360 000	625 463
65	DEPENSES COMMUNES	400 406	-39 808	360 598	0	0	0	400 406	-39 808	360 598
CHAPITRES COMMUNS		910 069	320 192	1 230 261	0	0	0	910 069	320 192	1 230 261
TOTAL DEPENSES COURANTES (A)		2 645 400	353 000	2 998 400	1 348 617	-41 340	1 307 277	3 994 017	311 660	4 305 677
56	DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	677 000	0	677 000	0	0	0	677 000	0	677 000
57	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	798 300	85 000	883 300	0	0	0	798 300	85 000	883 300
TOTAL SERVICES DE LA DETTE (B)		1 475 300	85 000	1 560 300	0	0	0	1 475 300	85 000	1 560 300
92	PARTICIPATIONS	0	0	0	25 000	-15 000	10 000	25 000	-15 000	10 000
93	REHABILITATION/RESTRUCTURATION	0	0	0	10 000	-1 000	9 000	10 000	-1 000	9 000
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	0	0	0	95 383	-2 660	92 723	95 383	-2 660	92 723
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL (C)		0	0	0	130 383	-18 660	111 723	130 383	-18 660	111 723
TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT (A+B+C)		4 120 700	438 000	4 558 700	1 479 000	-60 000	1 419 000	5 599 700	378 000	5 977 700

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

CHAPITRE DEUXIÈME **CRÉDITS DES COMPTES SPÉCIAUX**

ARTICLE SOIXANTIÈME (nouveau). - Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des Comptes d'Affectation Spéciale ouverts sur les programmes sont fixés comme suit :

(Unité: milliers FCFA)

PROGRAMMES		AE VOTÉE	AE MODIFIÉE	CP MODIFIÉE	CP VOTE
CODE	LIBELLE PROGRAMME				
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE		13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 000 000
016	OFFRE D'ENERGIE	3 576 100	3 576 100	3 576 100	3 576 100
137	ACCES A L'ENERGIE	9 423 900	9 423 900	9 423 900	9 423 900
					0
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
129	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
					0
FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
132	SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
					0
FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS		25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
130	DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NUMERIQUE NATIONAL	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
					0
SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE		500 000	500 000	500 000	500 000
148	CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS	50 000	50 000	50 000	50 000
149	DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	450 000	450 000	450 000	450 000
					0
FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT		700 000	700 000	700 000	700 000
138	ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	700 000	700 000	700 000	700 000
					0
FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
002	CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE	461 000	461 000	461 000	461 000
091	DEVELOPPEMENT DURABLE	1 039 000	1 039 000	1 039 000	1 039 000
					0
DEVELOPPEMENT FORESTIER		2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
054	AMENAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
058	VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIERES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES	700 000	700 000	700 000	700 000
					0
FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE		500 000	500 000	500 000	500 000
058	SECURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUE ET DES AIRES PROTEGEES	500 000	500 000	500 000	500 000
					0

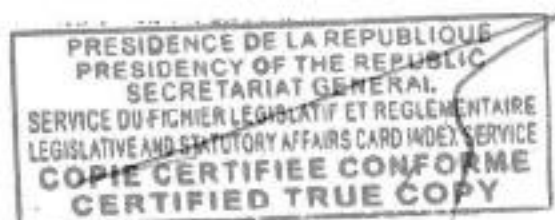
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(Unité: milliers FCFA)

PROGRAMMES		AE VOTEE	AE MODIFIEE	CP MODIFIEE	CP VOTE
CODE	LIBELLE PROGRAMME				
	PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT	6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
153	DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	2 322 500	2 322 500	2 322 500	2 322 500
155	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES	3 677 500	3 677 500	3 677 500	3 677 500
					0
	SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
014	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
					0
	FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	100 000 000	50 000 000	100 000 000	50 000 000
971	RENFORCEMENT DU SYSTEME SANITAIRE	100 000 000	50 000 000	100 000 000	50 000 000
	TOTAL DES DEPENSES DES CAS	152 700 000	102 700 000	152 700 000	102 700 000

Le reste sans changement.

ARTICLE 2.- La présente ordonnance sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais. /-



YAOUNDE, LE 02-JUIN 2022

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,



PAUL BIYA